

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21824 - 80ÈME ANNÉE

LA CATASTROPHE NUMÉRO UN S'AGGRAVE : 179 090 TRAVAILLEURS RÉUNIONNAIS INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

Hier la Fondation pour le logement des défavorisés a présenté son rapport régional. Ce document souligne que près de 150.000 Réunionnais sont victimes de la crise du logement. Hier, un autre indicateur de la crise générale qui maintient La Réunion dans le sous-développement a été rendu public : près de 180.000 travailleurs réunionnais sont officiellement à la recherche d'un emploi car inscrits à France Travail premier trimestre 2025, sur une population totale d'à peine 900 000 habitants. D'après France Travail, le nombre d'inscrits est en augmentation. Ceci signifie que le problème numéro un à La Réunion, le chômage, s'est encore aggravé. C'est un appel à un sursaut collectif pour mettre sur la table toutes les causes de cette catastrophe et élaborer ensemble un plan de développement de La Réunion afin d'y remédier enfin.

Ces dernières semaines, un défilé de membres du gouvernement français conclu par le séjour du président de la République a eu lieu à La Réunion. Ce calendrier fait qu'il n'ont pas eu à répondre des conséquences de la politique menées par Paris pour La Réunion dans deux domaines essentiels depuis des décennies : le logement et l'emploi. Hier, la Fondation pour le logement des défavorisés a présenté son rapport régional.

Ce document souligne que près de 150.000 Réunionnais sont victimes de la crise du logement. Hier, un autre indicateur de la crise générale qui maintient La Réunion dans le sous-développement a été rendu

public : près de 180.000 travailleurs réunionnais sont officiellement à la recherche d'un emploi car inscrits à France Travail au premier trimestre 2025, sur une population totale d'à peine 900 000 habitants. D'après France Travail, le nombre d'inscrits est en augmentation.

IMPACT DU NÉOCOLONIALISME

Sur les deux domaines qui caractérisent le développement d'un pays, les décisions sont prises outre-mer à Paris, en France. Concernant l'emploi, la crise dure depuis des décennies, Paris rejette la faute sur la croissance démographique. Au lieu de l'anticiper, Paris a organisé l'émigration massive des jeunes Réunionnais en France pour occuper des emplois que les Français refusaient via le BUMIDOM de Debré et qui étaient indispensables à la croissance de la France.

Si Paris avait alors considéré les Réunionnais comme des citoyens à part entière, la logique républicaine aurait voulu que la France accompagne le développement de La Réunion en s'appuyant sur ces jeunes, en faisant les investissements publics nécessaires. Paris a préféré laisser faire le néocolonialisme pour que le maximum des transferts publics soient rapatriés en France sous forme de profits privés, pour que cet argent ne reste pas dans notre pays pour soutenir notre développement qui se serait traduit par le plein emploi.

CONSÉQUENCES D'UN SYSTÈME INADAPTÉ

Depuis les années 1960, les lois-programmes et autres adaptations pour La Réunion faites depuis Paris sont conçues pour la France et le système néocolonial ont produit un sous-développement qui se traduit par près de 180000 Réunionnais inscrits à France Travail.

Si la France comptait 10 millions d'inscrits à France Travail, la lutte contre le chômage passerait-elle par des emplois-aidés de quelques mois à temps partiel payés avec un SMIC mensuel partiel, par la baisse des cotisations sociales des entreprises et par la défiscalisation ? Nul doute qu'un plan massif d'investissements publics - avec le plein emploi comme objectif - serait à l'ordre du jour pour sortir les Français du chômage de masse.

CONFÉRENCE RÉUNIONNAISE POUR UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT APPLIQUÉ PAR LES RÉUNIONNAIS ACCOMPAGNÉ PAR LA FRANCE ET L'EUROPE

Une telle crise appelle à un sursaut général à La Réunion. Notre île a beaucoup d'atouts et de richesses à commencer par sa jeunesse et sa position géographique au cœur du Sud global, le moteur de l'économie mondiale. Il appartient aux Réunionnais de valoriser leurs atouts dans un plan de développement réunionnais qui permettra d'atteindre le plein emploi et éradiquera la pauvreté et la crise du logement.

Proposée par le PCR et soutenue par d'autres organisations, une conférence réunionnaise rassemblant partis politiques, syndicats, associations et représentants d'élus et de l'État peuvent prendre la forme d'une conférence territoriale élargie avec le projet de développement comme seul point à l'ordre du jour.

Il appartiendra alors à l'État et à l'Europe d'accompagner financièrement et institutionnellement le projet réunionnais qui sera le cadre des relations entre La Réunion et Paris, avec des objectifs clairs

dans le temps et chiffrés pour informer la population et lui rendre confiance dans l'action publique.

M.M.

VERS UNE AUGMENTATION DU SANS-ABRISME À LA RÉUNION

À La Réunion, 319 300 personnes sont pauvres (36 % de la population). Si le taux de pauvreté est en diminution constante ces dernières années, il reste toutefois toujours plus de deux fois plus élevé que la moyenne française (14 %). La pauvreté y est également plus « intense » : la médiane du niveau de vie est bien inférieure à celle de l'Hexagone.

Comme au niveau national, les jeunes et les familles monoparentales sont les plus touchés par la pauvreté : plus de la moitié d'entre eux sont pauvres à La Réunion. La pauvreté est, à La Réunion, plus marquée dans l'Est de l'île et dans les Hauts. Elle concerne notamment des « ménages non insérés dans l'emploi et propriétaires de leur logement », catégorie de ménage pauvre qui se distingue par ailleurs par le niveau de vie le plus bas, selon le panorama de la pauvreté de l'Insee.

Habiter dans un territoire exposé à des formes de fragilités économiques ou sociales peut contribuer à renforcer la situation de précarité des ménages pauvres. À la Réunion, force est de constater que les territoires sont particulièrement fragilisés en termes d'insertion professionnelle et de situations familiales mais également au regard des conditions de logement, notamment sur la CIVIS et le TO.

Dans un contexte d'extrêmes tensions sur le marché aggravée par une production de logements sociaux en berne depuis plusieurs années (avec 1 700 livraisons seulement selon les premiers chiffres publiés), les Réunionnais sont en effet confrontés à une hausse continue du coût

du logement : en 2023, à l'achat, les prix ont progressé de plus de 9 % et les loyers du parc privé ont quant à eux augmenté de plus de 8 %. Ces éléments sont d'autant plus préoccupants que l'inflation n'a pas diminué en 2023. Évaluée à près de 3,8 % à La Réunion, elle aggrave encore davantage les inégalités face au pouvoir d'achat auxquelles sont confrontés les Réunionnais alors même que l'écart des prix entre la Réunion et l'Hexagone atteint 9 % en 2023.

Au regard du contexte socio-économique, il apparaît essentiel d'agir pour une égalité des chances, d'autant plus que les chiffres de l'Insee en témoignent : sans aides sociales, 1 Réunionnais sur 2 vivrait sous le seuil de pauvreté (1 158 €/mois/UC). À La Réunion, 2 Réunionnais sur 5 sont couverts par les minima sociaux et 19 % de la population active est au chômage en 2023 (soit 2,7 fois plus que dans l'Hexagone).

LES NOUVELLES RÈGLES DE FRANCE TRAVAIL FONT GRIMPER LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A - sans aucune activité - a augmenté de 8,7% au premier trimestre, soit une hausse de 273.100 inscrits, selon les données publiées par la Dares ce lundi 28 avril.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a bondi de 8,7% au 1er trimestre 2025, ce qui représente une hausse de 273.100 inscrits, selon les données publiées par la Dares, le 28 avril. Au total, 3,4 millions de personnes sont donc répertoriées dans cette catégorie. La Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques, du Ministère du Travail, a minimisé cette forte augmentation. Selon l'institution, ces chiffres prennent effectivement en compte les nouveaux inscrits automatiquement à France Travail au 1er janvier.

Or depuis le début de l'année, tous les bénéficiaires du RSA ainsi que les jeunes accompagnés par des missions locales y sont inscrits d'office, ce qui représente 1,3 million de personnes en plus dispersées dans les différentes catégories.

La Dares a également justifié en assurant que le boom des demandeurs d'emploi en catégorie A s'explique également par une modification des modalités d'actualisation des inscrits. Chaque nouvel inscrit doit désormais signer un contrat d'engagement avant toute actualisation de son statut.

De fait, en attente de signature, il se trouve automatiquement inscrit en catégorie A. En prenant en compte ces biais, l'augmentation du nombre d'inscrits à France Travail lié à la conjoncture du marché du travail ne serait que de 0,8% selon les estimations de la Dares.

FRANCE TRAVAIL AU BORD DU BURN OUT

Or quatre mois après sa généralisation, la réforme du RSA, inscrite dans la loi plein emploi, montre ses limites. En effet, face à l'afflux de plus de 2 millions de nouveaux inscrits, les syndicats appellent à renforcer les équipes et donner les moyens pour accueillir les demandeurs d'emploi.

L'intersyndicale, réunissant la CGT, la CFTC, la FSU, Sud et le syndicat des travailleurs corses (mais sans la CFDT et Force ouvrière), avait anticipé l'impasse actuelle. « *C'est une pagaille pas possible* », a déclaré à L'Humanité, Francine Royon, représentante de la CGT France Travail en Île-de-France.

Cette dernière dénonce la désorganisation et la tension causées par l'irruption, dans leurs plannings, de tâches supplémentaires, induites par l'entrée, dans leurs fichiers, non seulement de ces 1,2 million d'allocataires du RSA (et de leurs conjoints), mais aussi des 1,1 million de jeunes suivis par les missions locales, ainsi que des 220 000 travailleurs porteurs de handicap qu'épaulent Cap emploi.



IN BANN MILYARDÈR PLI RISH KÉ BANN PÉI, AN PLISS I PRAN LA DÉMOKRASSI AN OTAZ

Mézami mi vé dir azot in n'afèr inkroiab pou mwin, mé sorman mi yèmré pa zot i panss mi sorte déyèr solèye pou dir azot kékshoz konmsa ... Zot i oi dsi la tèr koméla, néna demoune pli rish déssèrtin péi é pa bann pti péi d'arien ditou, pov konm Job dsi son ta fimyé, mé bann péi ni pé dir zot lé rish galman é malgré sa néna demoune lé pli rish ké zot.

Bann moune -la ni pé apèl azot bann milyardèr sansa arshi-milyardèr. Néna mèm in pé i fé parti déssèrtin gouvèrnman konm gouvèrnman zétazinien néna parétil in paké d'moune lé milyardèr ladan si tèlman bann zoinalist i apèl pi zot bann gouvèrnman mé bann zom d'afèr konm lo Prézidan li mèm Méssyé Trump é li lé pa toussèl.

Néna in moune i apèl Musk ébin se musk-la lé sharjé diminyé bann dépanss lo gouvèrnman fédéral é pou sa li mète demoune par santène, par milyé, par dizène milyé déor ébin bononm-la, i paré li toussèl li lé pli rish in péi i apèl La finlande é sépa si zot i rapèl momandoné li pèrsonèl li té i ékipe l'armé l'Ikrène dann son guèr konte La Rissi. Son rishèss pèrsonèl lé rante troisan épi kat san milyar dolar.

Néna bann zoinal éspéssyal pou anparl bann milyardèr é d'après sak mwin la lir si i pran lo vin pli gro milyardèr ébin arienk zot néna pliss larzan ké la plipar bann péi sof lé Zétazini, La Chine, Japon, pétète lalmagn épi l'Ind biento. Sé dir azot si bann milyardèr-la na pwin lo moiyn pou komann lo monde antouléka kissa i di zot i vé pa fé é amenn ali an sharète shaviré.

Mwin pèrsonèlman mi oi ladan pa granshoz étonan pars opliss i sava, opliss sé lo kapital ké lé bien réminéré é pa lo travaye. Si tèlman ké momandoné étone pa si dann plizyèr péi bann milyardèr la fine pran la démokrassi an otaj é zot i kash mèm pi azot-lo dyab an parmi l'moune i kash son keu mé zot, mèm pa. Zot i fé oir sa fyèrman.

Mézami, fransh vérité, mi panss i fo sa i fé rofléshir anou pars ni oi bien k ékshoz konmsa i pé pa kontinyé. In bon révolissyon i sanm amwin bien néssésèr dsi lo plan mondyal...

A bon antandèr salu !

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433